

# Alain Lipietz

Alain Lipietz pour [alternatives-economiques.fr](http://alternatives-economiques.fr)

« [Les leçons chypriotes](#) »

## Sur la crise espagnole : sortir de l'euro ?

[les derniers articles](#) | [imprimer](#) | [envoyer a un ami](#)



Retour d'un bref séjour "politique" à Madrid. Un peu de visite de la ville, quand même. Surprise : Madrid est mieux "tenue" que bien des villes françaises (propreté, même dans les quartiers les plus populaires, qualité du système de transports en commun, Jardin botanique bien mieux entretenu que notre Jardin des plantes). L'Etat espagnol ne s'est pas effondré sous les coups de la crise et du régime, pire que le mal, imposé par la Troïka (FMI, Commission Barroso, Banque Centrale).

La crise de la dette souveraine espagnole a ceci de particulier qu'elle ne vient pas... de l'État ! Début 2008, l'Espagne était largement « dans les clous » de Maastricht-Dublin-Amsterdam : les 60 % de déficit public. Elle était même deux fois plus bas !! C'est l'effondrement du système financier mondial après la faillite de la Lehman Brothers, elle même point d'orgue de la crise américaine des crédits « *subprime* » au logement, qui a poussé l'État espagnol à sauver son système financier, en nationalisant la dette privée. Les autres pays d'Europe ont fait de même, mais ils étaient, eux, au seuil de Maastricht (la France) ou très au dessus (l'Italie). Et là comme ailleurs, au lieu de sauver les endettés (les particuliers qui devaient de l'argent aux banques), l'Etat espagnol a préféré sauver les banques et laisser les particuliers avec leurs dettes...

**L'origine de la crise espagnole** est donc plus clairement qu'ailleurs son modèle de développement, et non le laxisme budgétaire de son gouvernement (celui du socialiste Zapatero). Pour schématiser : un modèle de développement libéral-productiviste, tiré par la construction à crédit.

*Construction d'abord résidentielle* : la crise espagnole est directement une crise des « subprimes », des ménages à revenus bas ou précaires qui s'étaient endettés de façon peu prudente (mais encouragés par les banques) pour se loger eux-mêmes. Comme aux USA, cette « imprudence » signale surtout le caractère précaire du salariat espagnol (héritage de la période Aznar) et la faiblesse du secteur du logement social locatif. Ce n'est pas anecdotique : les Allemands, qui ont un des plus hauts revenus d'Europe, sont parmi les moins « riches » des Européens, tout simplement parce qu'ils ne sont pas obligés d'acheter pour se loger. Ils n'ont pas besoin de se constituer un patrimoine et donc de s'endetter, ils dépensent ce qu'ils gagnent, ils épargnent le reste, et ça se voit !

*Construction ensuite touristique*. « Bronze-cul de l'Europe », l'Espagne s'est dotée d'un formidable parc d'hôtels et de résidences secondaires pour les classes moyennes espagnoles et étrangères : une composante du modèle qui reste en vigueur en Turquie (laquelle ferait bien d'étudier la crise espagnole). Cette composante a été puissamment encouragée par l'Union européenne à travers la libre circulation des capitaux, et même par des exemptions fiscales pour les épargnants allemands qui investissaient dans l'immobilier aux Açores et aux Baléares. Le pays ayant ainsi largement massacré ses plages et épuisé son eau douce, le modèle ne pouvait que s'épuiser un jour, crise financière ou pas.

*Construction autoroutière* enfin, et autres « éléphants blancs » et méga-infrastructures inutiles (aéroports sans avions ni passagers, mégaports maritimes, ports de plaisance...). Bénéficiant à robinet ouvert de la manne

européenne qui subventionnait ou finançait à taux nul la moitié de ses investissements, l'Espagne s'est couverte d'un plat de spaghettis autoroutier aussi flambant neuf que désespérément vide, dont l'autre moitié restait bien à la charge de l'État. Dans ce cas, comme dans l'immobilier touristique, la surabondance de liquidités dont l'Espagne a bénéficié grâce à l'Europe (crédits anormalement bon marché, subventions du FEDER) a conduit à une suraccumulation imprudente dans un modèle passéiste « mer, soleil et voitures ».

Il ne faut pas occulter les efforts, certes hésitants, du gouvernement Zapatero pour amorcer la transition vers un modèle plus soutenable : la conversion vers l'énergie solaire et éolienne y a été plus précoce qu'ailleurs (comparé à la France, ce n'est pas difficile), ainsi que la relance du rail, même si les écologistes espagnols ont critiqué avec raison la priorité accordée aux liaisons à grande distance et à très grande vitesse, sur les liaisons locales et régionales. Mais s'il faut imputer une responsabilité au gouvernement Zapatero dans le désastre actuel, c'est d'abord à un défaut de surveillance des manquements des banques à une gestion prudentielle.

Cette imprudence de la banque espagnole, d'autant plus dangereuse qu'elle avait hérité du passé franquiste une structure de « conglomérats financiers » (regroupant banque de dépôts, banque d'affaire et compagnie d'assurance), était connue depuis longtemps. Quand j'étais rapporteur en 2001 de la directive européenne sur la surveillance et les règles prudentielles des conglomérats financiers, c'est l'Espagne qui était visée au premier chef. Mais il faut bien comprendre que cet engagement dans l'imprudence faisait l'objet d'un consensus national pour l'emploi : toutes les Régions, Villes et Autonomies de l'État espagnol encourageaient les banques et les caisses d'épargne régionales à prêter sans compter au secteur de la construction ! D'où le retard de Zapatero à prendre la mesure de la crise dans les années 2008-2009 : pour différer son ouverture, il n'y avait qu'à continuer à prêter...

**La sortie de la crise des dettes « passées »** ne peut donc en aucun cas se résoudre par une remise en cause des prestations de l'État-Providence espagnol : c'est complètement hors-sujet. Au contraire, la politique d'austérité salariale et budgétaire imposée au peuple espagnol aggrave la crise. Ainsi, on continue à expulser de leur logement des ménages insolubles, au rythme de 90 000 par an, alors qu'il y a plus d'un million de logements vides (et neufs) !

Comme toute crise des dettes insolubles, cette crise appelle une annulation partielle qui, pour éviter le paradoxe maintenant classique (cf [la crise chypriote](#) !) « Comment annuler la dette de l'emprunteur insolvable sans ruiner le créancier imprudent ? », doit plutôt prendre la forme d'un vaste rééchelonnement, à taux réel proche de zéro, avec pour le prêteur la possibilité de liquider sous conditions ces avoirs gelés (auprès de la BCE).

Reste que l'État espagnol, écrasé de ses dettes propres, étouffé par la dépression organisée par la Troïka, se retrouve dans l'impossibilité de reprendre ses investissements, notamment dans la transition verte. C'est pourquoi l'Espagne a de nouveau besoin de crédits, et les plus sûrs seraient des crédits européens, ciblés sur la reconversion écologique. Au contraire, répudier unilatéralement la dette en cours signifierait que l'État espagnol et toutes ses Autonomies régionales renonceraient pour un temps à tout nouvel emprunt, et donc devraient être en mesure de présenter du jour au lendemain... un budget équilibré !

Personne n'y songe. « Répudier la dette = aggraver vertigineusement les politiques d'austérité ». Pourtant, des [économistes progressistes espagnols](#) viennent de proposer **une sortie de l'Euro**, mesure tout aussi téméraire. Ils ne se contentent pas de proposer une répudiation unilatérale de la dette « illégitime », répudiation dont j'ai souligné les dangers, mais bien de sortir de l'euro, pour récupérer la compétitivité extérieure de l'Espagne : « *Con la incorporación al euro, nuestro país perdió un instrumento esencial para competir y mantener un equilibrio razonable de los intercambios económicos con el exterior.* »

Attention. A l'époque de Maastricht (il y a 21 ans), je me suis opposé à la monnaie unique, comme incompatible avec l'hétérogénéité des pays appelés à y participer : tous n'avaient pas la même dynamique inflationniste de leurs prix exprimés en monnaie nationale. C'était le même argument. J'étais à l'époque pour une monnaie « commune » par rapport à laquelle les monnaies nationales intérieures pourraient, pendant une

période de transition, se réajuster périodiquement. Mais là, on parle de quitter l'euro, de rétablir la peseta, aujourd'hui.

Je m'étonne d'abord que la crise espagnole soit expliquée par une baisse de la compétitivité externe des marchandises produites en Espagne. Mon analyse (plus haut) est certes schématique et partielle, mais celle du texte en question me paraît encore plus réductrice. Je m'étonne ensuite qu'en Grèce, où le facteur « déséquilibre de la balance des biens et services » est bien plus convainquant qu'en Espagne pour expliquer la crise structurelle, les économistes du principal parti de l'opposition de gauche, Syriza, s'acharnent à réfuter la sortie de l'euro comme solution miracle, et que nos amis espagnols n'en tiennent aucun compte.

Mais voyons sur le fond cette question, en supposant que le problème n°1 de la crise espagnole soit la compétitivité externe. D'abord, s'il est vrai qu'une mauvaise parité de la monnaie n'arrange pas les choses, *ce n'est plus qu'un facteur parmi d'autres plus profonds*. Globalement, les vieux pays industrialisés sont commercialement écrasés par les nouvelles puissances manufacturières d'Asie, qui utilisent tous les outils de la « concurrence faussée » : parité de la monnaie artificiellement basse, certes, mais surtout classes ouvrières maintenues à un niveau de vie incroyablement bas pour des puissances qui maîtrisent l'informatique et la bombe atomique, lancent des satellites artificiels mais se fichent des contraintes écologiques, subventionnent sans vergogne leurs exportations, pratiquent à leur profit toutes les astuces du protectionnisme « mesquin » ou explicite, etc. C'est le problème *politique* n° 1 de notre crise du début du XXIe siècle, qui empêche une simple issue nationale « rooseveltienne » à la crise (voir mon livre [Green Deal](#)). Exprimé dans une monnaie commune comme le dollar, la production d'une Espagne hors euro restera tout aussi « non compétitive sur les marchés extérieurs », pour toutes ses raisons.

L'Europe ne peut maintenir sa compétitivité vis à vis de la Chine qu'en maintenant un écart de productivité grâce à un énorme investissement dans « l'intelligence » et en se spécialisant dans des niches irremplaçables, ou alors en ramenant le niveau de vie de ses salariés au niveau chinois. Ou encore en établissant une « muraille de Chine » commerciale vis à vis de la Chine, ce qu'aucun consommateurs européen n'accepterait. A la rigueur, une Europe forte pourrait taper du poing sur la table vis-à-vis des abus chinois, comme essaient de le faire les USA. Pas l'Espagne.

**Qu'apporterait alors la sortie de l'euro ?** Le texte ne le dit pas, mais c'est évidemment la seconde stratégie qui est sous entendue : dévaluer la peseta. C'est à dire que le salarié des Baléares ou de la Costa Brava gagnerait moins, contre son travail, en pouvoir d'acheter des produits chinois ou allemands, de façon à mieux attirer les touristes allemands ou chinois et moins acheter de leurs produits. Idem pour les salariés espagnols de l'industrie des éoliennes. C'est donc la stratégie : « *Baisse du pouvoir d'achat des salariés espagnols, pour égaliser les conditions de la concurrence avec les travailleurs chinois* » qui est visée. Le texte devrait avoir l'honnêteté de le dire : l'effet à court terme serait rigoureusement le même, pour les travailleurs espagnols, que l'actuelle politique d'austérité, une baisse drastique du pouvoir d'achat.

« Oui mais ! dira-t-on. Pas à moyen terme ! Car la dévaluation permettra la renaissance d'une industrie locale, avec des emplois, etc. Au début ces produits locaux seront beaucoup plus chers que leurs équivalents chinois ou allemands, mais à terme... » Problème : il y a une dimension « production de masse » dans la baisse des coûts. C'est la logique des regroupements commerciaux continentaux, européen ou sud-américain etc., depuis la Seconde guerre mondiale. Si l'Espagne vise à se reconstruire sur son marché local, alors son industrie ne sera plus jamais compétitive, ce qui l'entraînera dans une spirale autarcique (sortir de l'euro, puis de l'Union européenne, etc) alors même que la majorité en Espagne ne nie pas les bienfaits de son entrée dans l'Union. Ce qui est critiqué, et avec raison, c'est la politique de la commission Barroso (et du Conseil européen qui la soutient), mais ça, c'est valable quelle que soit l'échelle géopolitique. On peut critiquer la politique du gouvernement français ou espagnol, comme de la municipalité de Petaouchnok, sans vouloir quitter la France, l'Espagne ou Petaouchnok. (Remarque en passant : le gouvernement de Catalogne prône l'indépendance de la Catalogne... tout en réclamant la solidarité financière de Madrid ! Et bien sûr en restant dans l'Union.)

On peut surtout, à n'importe quel niveau de taux de change, *relancer l'activité locale au service de la*

*communauté locale*, par exemple par l'économie sociale et solidaire. La reconquête d'une compétitivité sur les marchés internationaux est une voie de beaucoup plus longue haleine et bien plus hasardeuse, car elle dépend tout autant des autres que de nous.

Mais supposons même, allez, que qu'avec un taux de change réel plus bas les produits espagnols redeviennent « suffisamment » plus compétitifs. Comment l'obtenir ? Pour obtenir une « dévaluation réelle » par une sortie de l'euro, il faut être sûr que les prix intérieurs espagnols (en pesetas), multipliés par le taux de change, *baisseront effectivement, exprimés en euros*. Or la pénible expérience des premières années Mitterrand ou des années 90 en Amérique Latine montre que ce n'est pas si simple. Après le retour à la peseta et la dévaluation, les prix des biens importés exploseront et tous les agents commerciaux répercuteront ces hausses en pesetas. Les salariés se battront pour conserver leur pouvoir d'achat, puisqu'on leur a expliqué que la dévaluation servait à éviter l'austérité. L'inflation en pesetas flambera et ne pourra être effacée que par une nouvelle dévaluation. Les taux d'intérêt flamberont aussi, qu'ils soient exprimés en pesetas (puisque les prêteurs anticiperont la dévaluation continue de celle-ci) ou en dollar (puisque le prêteur chinois ou qatari n'aura pas la moindre confiance dans la stabilité économique de l'Espagne), et surtout parce que, pour stopper la spirale inflation-dévaluation-fuite des capitaux, le gouvernement et la banque centrale espagnols n'auront d'autre ressource que de servir un taux d'intérêt à deux chiffres.

Au total, les prix espagnols exprimés en euros risquent de ne pas baisser suffisamment pour redevenir compétitifs. C'est pourquoi, ni moi, ni les économistes de Syriza, hostiles à l'entrée dans l'euro au début, ne sommes partisans aujourd'hui d'une « sortie de combat » (comme on parlait jadis d'une « dévaluation de combat »). L'Histoire est « dépendante du sentier » : on ne peut revenir aux conditions qui furent celles des choix du passé. L'euro a accéléré l'interdépendance des économies européennes, on ne peut plus faire comme s'il n'avait pas existé.

Mais alors comment rétablir un prix raisonnable pour les produits espagnols sur le marché mondial ? Sans doute ce sera affaire d'efforts patients, principalement dirigés sur l'organisation du travail, la qualification, la recherche. Il n'existe qu'une solution législative simple : basculer le coût de la protection sociale sur une taxe déductible à la frontière, comme la TVA. Mais l'adoption, à l'image du Danemark, de la « TVA sociale », outil puissant, est un fusil à un coup. Et il renchérit le prix des produits importés (mais en faisant baisser le prix local de la production locale) : c'est le but recherché, mais il sera honnête de le dire !

Reste qu'encore une fois je ne crois pas qu'il s'agisse du problème n°1 de l'Espagne...

Cet article a été posté le Vendredi 31 mai 2013 dans la catégorie [Non classé](#). Vous pouvez envoyer un commentaire en utilisant le formulaire ci-dessous. [Modifier cet article](#).



## Envoyer un commentaire

Enregistré en tant que [Alain Lipietz](#). [Se déconnecter](#) »

Votre commentaire

[Envoyer le commentaire](#)[FLUX RSS](#) 

## [Accueil du blog](#)



### **Alain Lipietz**

Alain Lipietz est économiste et homme politique. Membre du parti Les Verts depuis les années 1980, il a été député européen entre 1999 et 2009. Ancien directeur de recherche au CNRS, il est l'auteur de nombreux articles scientifiques et d'ouvrages sur l'écologie et l'économie, notamment *Face à la crise : l'urgence écologiste* (Textuel 2009), *Pour le tiers secteur. L'économie sociale et solidaire : pourquoi et comment* (La Découverte 2001) ; *Refonder l'espérance, Leçons de la majorité plurielle* (La Découverte 2003), *La société en sablier, Le partage du travail contre la déchirure sociale* (La Découverte 1998).

Voir son site : <http://lipietz.net>



## **En kiosque**



## **• Commentaires récents**

- [Alain Lipietz » Blog Archive » Sur la crise espagnole : sortir de l'euro ?](#) dans [Les leçons chypriotes](#)
- [Alain Lipietz](#) dans [Les leçons chypriotes](#)
- [Florent Marcellesi](#) dans [Les leçons chypriotes](#)
- Thierry Verson dans [Les leçons chypriotes](#)
- Jean Michallon dans [Les leçons chypriotes](#)

## **• Archives**

- [mai 2013](#)
- [avril 2013](#)
- [décembre 2010](#)
- [mai 2010](#)
- [avril 2010](#)
- [février 2010](#)
- [janvier 2010](#)
- [décembre 2009](#)
- [novembre 2009](#)
- [octobre 2009](#)
- [septembre 2009](#)

- 
- 

mai 2013

**L Ma Me J V S D**

	1	2	3	4	5		
6	7	8	9	10	11	12	
13	14	15	16	17	18	19	
20	21	22	23	24	25	26	
27	28	29	30	<a href="#">31</a>			

[< avr](#)

---

© Alain Lipietz pour Alternatives Economiques

Ce blog a été conçu avec [WordPress MU](#) pour le site <http://www.alternatives-economiques.fr/>.